Rapport annuel 2016

REDD+, lutte contre la criminalité faunique et gouvernance de l'eau : acquis de 2016 et perspectives

La terminologie géographique employée dans cette publication, de même que sa présentation ne sont en aucun cas l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'UICN sur le statut juridique ou l'autorité de quelque pays, territoire ou région que ce soit, ou sur la délimitation de ses frontières.

Les opinions exprimées dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN.

Publié par : UICN – Programme Cameroun, Yaoundé, Cameroun

Droits d'auteur : © 2017 Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

La reproduction de cette publication à des fins commerciales, notamment en vue de la vente est interdite sans autorisation préalable du [des] détenteur[s] des droits d'auteur.

Citation : UICN-PC (2017). Rapport annuel 2016 : *REDD+, lutte contre la criminalité faunique et gouvernance de l'eau : acquis de 2016 et perspectives* : UICN. 31 pp.

Crédits photos : Toute l'équipe de l'UICN – Programme Cameroun

Disponible auprès de : UICN (Union internationale de la conservation de la nature)
Programme Cameroun
B.P. 5506 Yaoundé Cameroun
Tel: +237 222 21 64 96
Fax: +237 222 21 64 97
cameroon@iucn.org
https://www.iucn.org/fr/regions/afrique-centrale-et-occidentale

SOMMAIRE

SIGLES ET ABRÉVIATIONS **2**

MESSAGE DU PROGRAMME CAMEROUN **4**

Savanes Nord d'Afrique Centrale : des acquis en matière de conservation de la biodiversité 6

Des initiatives pilotes REDD+ mises en œuvre dans le TNS et TRIDOM 12

Des avancées sur le processus REDD+ au Cameroun et dans certains pays d'Afrique centrale 18

Dialogue transfrontalier pour une gestion durable des ressources du Bassin du Lac Tchad 22

Radio environnement et le RERAC s'investissent pour la sensibilisation et le renforcement des capacités sur la criminalité faunique et le changement climatique 28

LES MEMBRES AUX COTES DU BUREAU CAMEROUN DE L'UICN **32**

QUELQUES DATES **33**

PERSPECTIVES **36**

PARTENARIATS TECHNIQUES ET FINANCIERS **37**

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AC	Afrique Centrale
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AP	Aires Protégées
APDS	Aires Protégées de Dzanga Sangha
APA	Accès aux ressources génétiques et Partage juste et équitable des Avantages
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
BRIDGE	Building River Dialogue and Governance
BSB	Binational Sena Oura – Bouba Ndjidda
CBD	Convention sur la Diversité Biologique
CC	Changements Climatiques
CAFER	Centre d'Appui aux Femmes et aux Ruraux
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
CBPE	Comité Binational de Planification et d'Exécution
CEBEVIRHA	Commission Économique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques
CECOSDA	Centre pour la Communication et le Développement Durable pour Tous
CED	Centre pour l'Environnement et le Développement
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CEW	Cameroon Environmental Watch
COMIFAC	Commission des Forêts d'Afrique Centrale
ECOFAC	Écosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale
FFBC	Fonds Forestier du Bassin du Congo
FODER	Forêt et Développement Rural
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
LAB	Lutte Anti- Braconnage
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
PC	Programme Cameroun
PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux
PDL	Plan de Développement Local
PNNN	Parc National de Nouabale Ndoki
PNSO	Parc National de Sena Oura
PNW	Parc National Waza
RAPAC	Réseau des Aires Protégées d'Afrique Centrale
RCA	République Centrafricaine
REDD+	Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation
RERAC	Réseau des Radios Communautaires et Locales pour la bonne gouvernance, la conservation et la gestion durable des ressources naturelles

RN	Ressources Naturelles
R-PP	Readiness Preparation Plan
RRI	Rights an Resources Initiaves
SAILD	Services d'Appui aux Initiatives Locales de Développement
SSC	Species Survival Commission
TNS	Tri National de la Sangha
TRIDOM	Tri-National Dja Odzala Minkébé
UE	Union Européenne
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
USFWS	US Forest and Wildlife Service
WCS	World Conservation Society
WWF	Fonds Mondial pour la Nature
WWF	Fonds Mondial pour la Nature

MESSAGE DU PROGRAMME CAMEROUN

C'est avec plaisir que nous vous faisons parvenir ce rapport annuel, qui relate les réalisations phares de l'année 2016 du Programme Cameroun de l'UICN. Un certain nombre de faits majeurs ont marqués cette année 2016, parmi lesquels notre participation réussie au Congrès de la Nature d'Hawaï qui a été couronnée par une présence et une participation remarquable du Comité National des membres, ce qui a facilité les contacts stratégiques avec les partenaires internationaux et renforcé la collaboration entre ces membres et d'autres unités de l'UICN.

Cette participation réussie au Congrès Mondial de l'UICN a eu des retombées importantes sur les plans programmatique, politique, institutionnel et technique. Les évènements organisés ou appuyés par le Programme Cameroun ont permis de renforcer et montrer l'importance de certaines thématiques pour faire face au « choc actuel entre les besoins humains immédiats et leurs impacts à long terme sur la capacité de la planète à soutenir la vie ». Il s'agit entre autres de la lutte contre la criminalité faunique, la prise en compte des impacts des industries extractives sur la faune sauvage, la prise en compte des groupes vulnérables (y compris les jeunes) dans le processus de lutte contre les changements climatiques, etc.

C'est avec satisfaction que nous avons clôturé plusieurs projets au cours de cette année 2016; projets qui ont apporté leur contribution aux avancées notables en terme de gestion durable des ressources naturelles au Cameroun et en Afrique centrale. Les principaux champs d'intervention sont restés focalisés sur la conservation et la valorisation de la biodiversité, la REDD+ et les changements climatiques, la gouvernance en matière de gestion durable des ressources naturelles.

À titre d'illustration, une opération de baguage de deux éléphants a eu lieu dans le Parc National de Sena Oura. Elle a permis entre autres d'assurer l'identification des corridors de migration de ces pachydermes processus hautement important pour la mise en œuvre de l'Accord de collaboration transfrontalière signée entre le Tchad et le Cameroun pour la gestion du complexe des aires protégées transfrontalières de Bouba Ndjidda (Cameroun) et Sena Oura (Tchad) (BSB-Yamoussa). Les différents succès ont permis de renforcer la collaboration avec le Ministère des Forêts et de la Faune et le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable, avec la désignation de l'UICN comme agence de mise en œuvre d'un projet important sur la sécurisation des forêts permanentes du Cameroun qui sera soumis pour le financement du fond vert climat.

L'année a cependant été triste pour nous, suite au décès de notre collègue Thomas ETSIKE. À cet effet, nous remercions nos partenaires et membres et prestataires pour le soutien aux collègues et la famille.

Pour l'année à venir, nous travaillerons pour renforcer notre portefeuille projets pour répondre aux objectifs de conservation et de développement durable identifiés dans le Plan stratégique quadriennal du Programme Cameroun. Nous remercions nos donateurs et nos membres pour leur soutien permanent. Nous sommes heureux que les activités et les résultats des projets que nous avons conduits aient apporté des changements importants. Nous restons conscients que de nombreux défis existent et qu'il y a encore beaucoup à faire dans le secteur de la conservation et de la gestion durable des ressources.

UICN VISION

La vision de l'UICN est *« un monde juste, qui valorise et conserve la nature »*.

UICN MISSION

L'UICN a pour mission d'influer sur les sociétés du monde entier, de les encourager et de les aider à conserver l'intégrité et la diversité de la nature et de veiller à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable.

UICN-PC 2016 EN BREF

Un groupe de 05 braconniers appréhendés grâce à une opération « *Coup de Poing* » organisée dans le Parc National de Sena Oura ;

02 éléphants bagués dans le Parc National de Sena Oura au Tchad pour le suivi de leurs mouvements, l'identification des corridors de migration et mieux lutter contre le braconnage ;

Accroissement d'au moins 30% des revenus des ménages bénéficiaires de l'appui de l'UICN dans le cadre des activités génératrices de revenus à la périphérie des parcs nationaux de Waza et de Zakouma ;

Financement de 120 microprojets par l'UICN dans le domaine de l'agriculture, la pêche, l'élevage, l'artisanat, le petit commerce et la valorisation des moulins à mil à la périphérie des parcs nationaux de Waza et de Zakouma ;

Environ 10 millions de personnes touchées par les messages sur la protection de l'environnement et diffusés à travers le Réseau des radios communautaires en Afrique Centrale (RERAC) ;

4 notes politiques, déclarations, notes de contribution soumises pour influencer la prise en compte de la REDD+, des droits et intérêts des communautés locales et des groupes vulnérables dans les législations en cours d'élaboration et/ou de révision et dans les documents stratégiques de la REDD+ ;

plus de 5 millions personnes ont été touchées par les actions de sensibilisation et de renforcement des capacités sur la REDD+.

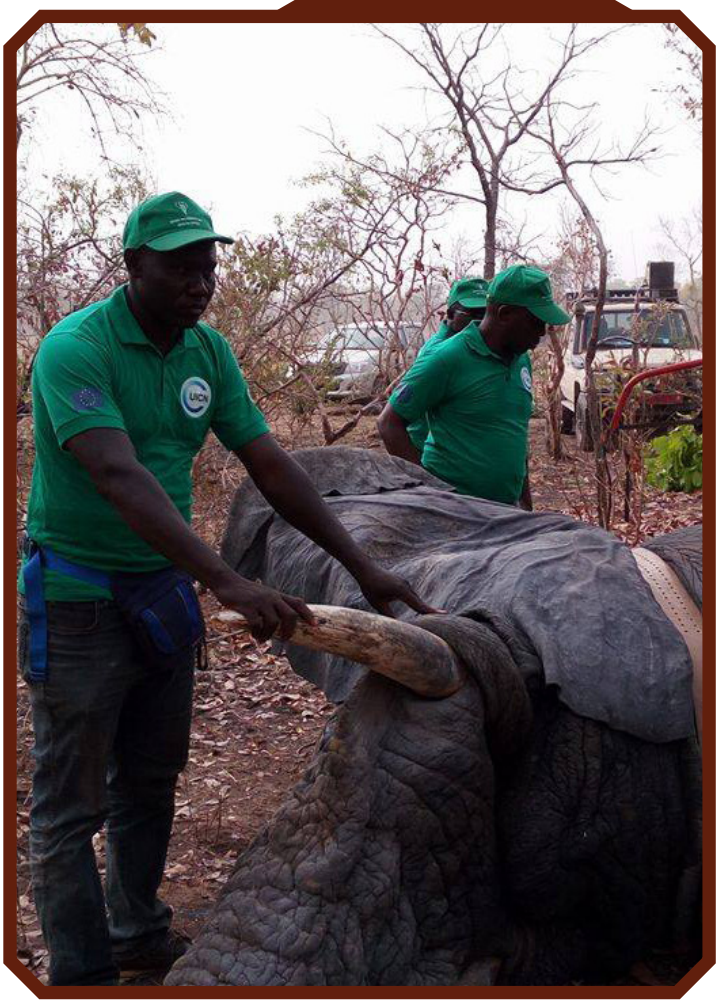
.

Savanes Nord d'Afrique Centrale : des acquis en matière de conservation de la biodiversité

« Certains bénéficiaires des projets mis en œuvre dans les zones de savane ont utilisé les acquis pour mobiliser d'autres financements à l'exemple des programmes comme ACEFA. Le partenariat développé avec les mairies et les services techniques de l'administration a été pour beaucoup dans ce mécanisme de mobilisation d'autres financements; c'est un indice de durabilité des initiatives entreprises »

Troupeau d'éléphants en harmonie dans le Parc National de Sena Oura

La lutte contre la pauvreté et la lutte contre le braconnage sont au centre des stratégies de conservation telles que la stratégie de conservation des éléphants du Tchad, le plan d'action pour la sécurisation des aires protégées du Cameroun ou encore le Plan d'urgence pour la Lutte Anti Braconnage en Afrique Centrale. C'est pourquoi en 2016, le Programme Cameroun de l'UICN a mis en œuvre un certain nombre d'initiatives pour faire face à ces défis dans les parcs nationaux de Waza, Bouba Ndjidda, Sena Oura, Zakouma et leurs périphéries.



Opération de baguage d'un éléphant

Lutte contre la pauvreté à travers la préservation

En ce qui concerne la lutte contre le braconnage, un Programme de Conservation de la Biodiversité en Afrique Centrale - Sauvegarde des Éléphants d'Afrique Centrale (PCBAC-SEAC) a été initié par la Communauté Économique d'Afrique Centrale (CEEAC) depuis deux ans. Il est financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) et exécuté sur le terrain par le Fonds Mondial pour la Nature (WWF) et l'UICN. Ce programme a pour objectif principal de stabiliser la taille de la population d'éléphants de savane au Cameroun et au Tchad et d'appuyer les institutions en charge de la protection de la faune et de la flore en RCA. En effet, les études montrent que la population des éléphants d'Afrique Centrale a diminué d'au moins 62% de 2002 à 2011. Ces dernières années, ces éléphants ont fait l'objet de massacres massifs sans précédent, contribuant à la baisse considérable des populations d'éléphants ; phénomène aujourd'hui appelé criminalité faunique.

Préservation de la Faune dans le complexe transfrontalier BSB Yamoussa

Au cours de l'année 2016, les interventions de l'UICN en ce qui concerne la préservation de la faune sauvage ont été focalisées sur le Parc National de Waza, ainsi que le complexe transfrontalier Bouba Ndjidda – Sena Oura (BSB Yamoussa). Au niveau du Parc National de Waza, l'UICN a poursuivi ses appuis aux opérations du Lutte Anti-Braconnage au bénéfice du service de conservation. Un total de 2880H/jours de patrouilles a été financé (soit en moyenne 8H/j d'effort de patrouille supplémentaire par éco gardes par mois), ce qui a permis de contenir la menace récurrente vécue dans cette zone amplifiée par la proximité des groupes terroristes. Les opérations de LAB ont été couplées au suivi-écologique et les données qui en ressortent montrent une tendance à l'augmentation des effectifs de certaines espèces phares du parc.

Au niveau du complexe transfrontalier BSB Yamoussa, des opérations de patrouilles ***« Opérations Coup de Poing »*** ont été conduites aux niveaux national et transfrontalier. Elles ont permis non seulement de dissuader les potentiels actes de braconnage en préparation, mais aussi d'appréhender un groupe de cinq braconniers qui ont été écroués à la maison d'arrêt de Pala au Tchad en attendant leur inculpation. Les braconniers arrêtés sont répertoriés et suivis régulièrement par le service de la conservation suivant des fiches. Afin de renforcer les capacités des acteurs et davantage susciter leur adhésion à la lutte contre la LAB, plus de 200 agents des services de conservation, de l'administration publique et de la douane, de la police et de la justice, de la gendarmerie et de l'armée, ainsi que des éco gardes des parcs nationaux de Séna Oura et Bouba Ndjidda ont été formés sur le renseignement, la surveillance et l'intervention en matière de la Lutte Anti-braconnage d'une part et sur l'élaboration des procédures d'instruction ainsi que toutes les étapes du processus des opérations judiciaires d'autre part. Ces formations ont permis d'améliorer la connaissance de ces acteurs sur les dispositions juridiques en matière de LAB et de susciter une collaboration active entre les différents services dans ce phénomène.

L'un des succès majeurs de l'UICN au cours de l'année 2016 aura été l'opération de baguage de 02 éléphants dans le Parc National de Sena Oura au Tchad. L'opération a consisté à placer un collier autour du cou des mammifères par une combinaison d'actions terrestre et aérienne dans le but de renforcer la surveillance du Parc National de Sena Oura et la lutte contre le braconnage de ses éléphants. Cette opération est le fruit d'une collaboration entre l'UICN, African Parks Networks (APN), le Gouvernement de la République du Tchad, la Coordination de la Stratégie Éléphant du Tchad, le Zoo de Caroline du Nord et les autres acteurs de ce site. Elle s'est faite avec la collaboration et l'appui financier, technique et institutionnel de la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC), la Commission pour les Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Fonds Mondial pour la Nature (WWF). Cette opération a permis d'identifier les corridors de migration de ces pachydermes. Ces données sont aussi utilisées pour les opérations LAB. Cette initiative de baguage des éléphants entre dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de collaboration transfrontalière signée entre le Tchad et le Cameroun pour la gestion du complexe des aires protégées transfrontalières de Bouba Ndjidda (Cameroun) et Sena Oura (Tchad) (BSB-Yamoussa).

Plaque du forage d'Abouli

Toujours dans le cadre de l'opérationnalisation de cet Accord, la 3ème Session du Comité Binational de Planification et d'Exécution (CBPE) s'est tenue et a regroupé environ 30 personnes représentants les acteurs du complexe BSB Yamoussa (Cameroun & Tchad). Elle a permis d'adopter la stratégie de communication transfrontalière, d'examiner et adopter les projets d'Accord LAB entre les deux pays, et d'échanger sur les modalités de réalisation des patrouilles simultanées le long des frontières en attendant les protocoles.

En outre, deux réunions de sensibilisation de masse ont été organisées pour environ 300 personnes à la périphérie du Parc National de Sena Oura (Canton Dari, Goumadji et Salamat), avec comme principaux thèmes : technique de refoulement des éléphants ; technique et valorisation de l'apiculture autours d'une AP ; gestion durable des zones de migration des éléphants, corridors nationaux et transfrontaliers ; textes et lois en vigueur sur la protection des grands mammifères. Avec ces actions, des milliers de personnes comprennent mieux la problématique de la criminalité faunique et le grand braconnage et la nécessité d'y faire face. On assiste de plus en plus à des dénonciations et à une plus grande collaboration entre les services de conservation et les populations. Comme effet également, l'année 2016 a connu moins de tueries de masse des éléphants comme les années précédentes ; sans doute la contribution de l'UICN et des autres intervenants a été pour beaucoup dans cette situation.

Des activités génératrices de revenues pour lutter contre la pauvreté

La lutte contre la pauvreté au sein des communautés riveraines des aires protégées de Savane Nord où intervient l'UICN a constitué un volet important de ses activités en cette année 2016. Ceci a été réalisé grâce à l'appui à l'identification et à la mise en œuvre des activités génératrices de revenus (AGR) pour les populations riveraines des parcs nationaux de Waza et Zakouma. Au niveau de Waza et dans le cadre du projet MINFOF-UICN-PPTE, cumulativement avec les années passées, 120 microprojets ont été financés et mis en œuvre dans les domaines de l'agriculture, la pêche, l'artisanat, le petit commerce, l'élevage et les moulins communautaires. L'on note également un accroissement d'au moins 30% des revenus des ménages bénéficiaires et la mise en place par certains bénéficiaires de mécanismes d'épargne pour réinvestir dans d'autres domaines tels que la scolarité et l'habillement des enfants. Le 3ème Comité de Pilotage du Projet, présidé par le Gouverneur de la Région de l'Extrême – Nord, a permis de faire le point sur les principaux acquis du projet :

Mise en oeuvre d'un micro-projet d'élevage appuyé par l'UICN

- fourniture des équipements individuels et collectifs aux éco gardes ;
- soutien à la lutte anti-braconnage qui a permis d'augmenter l'effort mensuel de patrouille de 4 H/J à 12 H/J avec comme effet, une remise volontaire des armes par les anciens braconniers ;
- révision du Plan d'aménagement et élaboration du business plan ;
- redynamisation des cadres de concertation prévue dans le plan d'aménagement ;
- deux forages pastoraux à Kéné Kéné et Abouli ;
- 135 microprojets financés dans 06 communes avec plus de 10 000 bénéficiaires directs et indirects ;
- 27 000 plants mis en terre, avec un taux de réussite de 70%, etc.

De l'avis du Comité de Pilotage et de plusieurs acteurs, le Projet MINFOF-UICN-PPTE peut être considéré comme un modèle de partenariat pour la conservation et la gestion durable des aires protégées, et surtout dans un contexte sécuritaire difficile, et ceci pour plusieurs raisons :

- l'approche de mise en œuvre focalisée sur l'implication active des administrations locales ;
- la valorisation de l'expertise des autres services sectoriels de l'administration ;
- la prise en compte des besoins réels des populations locales ;
- l'utilisation des facilitateurs locaux comme relais de sensibilisation et d'accompagnement ;
- la familiarisation et le rapprochement avec les établissements de micro finances (EMF), etc.

Certains bénéficiaires du projet ont utilisé les acquis pour mobiliser d'autres financements des programmes comme ACEFA. Le partenariat développé avec les mairies et les services techniques de l'administration a été pour beaucoup dans ce mécanisme de mobilisation d'autres financements ; c'est un indice de durabilité des initiatives entreprises.

Au Parc National de Zakouma, dans le cadre du projet ***« Aménagement Participative et Gouvernance des Ressources Naturelles à la zone périphérique du parc national de Zakouma »*** financé par le Gouvernement Tchadien et l'Union Européenne, près de 569 390 habitants dont 51,14% de femmes, ont bénéficié de manière directe et indirecte des actions du projet, parmi lesquelles les actions de sensibilisation, des formations sur les différentes techniques de valorisation des RN, des appuis aux actions de protection de l'environnement (reboisement, foyers améliorés, etc.), des appuis aux activités génératrices de revenus (magasins de stockages, parcs de vaccination, élevage, agriculture et maraichage, moulin communautaire, etc.). Voici quelques résultats phares de ce projet qui s'est achevé avec succès :

- plus de 1367 personnes dont 436 femmes dans les 29 villages ont bénéficié des formations organisées à leur endroit sur la valorisation des ressources naturelles essentielles ;
- des magasins de stockages, des parcs de vaccination ont été offerts au bénéfice de 1248 personnes, au sein desquelles un comité de gestion a été créé ;
- plus de 30 hectares de terrain ont été cultivés par les populations avec l'appui technique de l'UICN;
- 938 personnes ont bénéficié des appuis dans le cadre de leurs activités dont 230 en élevage de moutons, 178 en apiculture, 13 pour le moulin communautaire, 84 en maraîchage et 433 en culture de sésames et autres cultures maraichères ;
- 4560 personnes touchées dans les villages par zone d'animation à travers des formations;
- 100 foyers améliorés métalliques mis à la disposition des femmes riveraines lors de la campagne de sensibilisation.

Foyers améliorés mis à la disposition des femmes bénéficiaires du projet

Les succès de l'année 2016 en zone Savane sont en grande partie dus à l'approche adoptée par l'UICN, basée sur le partenariat avec les organisations locales, les membres de l'UICN au Cameroun et les administrations sectorielles. Les activités à caractère économique sont couplées aux activités de sensibilisation et d'information sur la lutte anti-braconnage et sur la législation, la protection et la gestion durable de la faune pour davantage susciter une prise de conscience sur les enjeux de la gestion durable des ressources naturelles. À travers cette approche, le Programme Cameroun de l'UICN a contribué à l'implication et la participation des acteurs locaux y compris les élus, les autorités traditionnelles aux actions de LAB. Ainsi les expertises locales, le renforcement des capacités des acteurs locaux et la construction du lien entre la conservation et le développement, base d'une appropriation locale et de la pérennisation des acquis du projet sont valorisées.

De plus, dans un contexte de conflits politique et d'insécurité comme c'est le cas dans certaines zones de savanes nord, elles sont très utiles non seulement pour véhiculer des messages d'apaisement couplés à la sensibilisation sur la gestion durable des ressources naturelles, mais aussi pour susciter le dialogue intercommunautaire et créer le rapprochement entre les différentes couches de la société.

Ainsi, dans ses sites d'intervention, le Programme Cameroun de l'UICN a réussi à démontrer à la population, l'importance des aires protégées dans la construction de leur bien-être d'une part et aux institutions chargées de la conservation, la nécessité d'une plus grande implication de la population dans la gestion des ressources naturelles d'autres part. Pour les années à venir, le PC de l'UICN va renforcer et étendre cette dynamique, construire un système de suivi rigoureux et d'accompagnement de proximité des initiatives entreprises, documenter et disséminer les leçons apprises, et enfin utiliser les résultats et leçons apprises pour construire les actions de plaidoyer afin que ces initiatives soient davantage soutenues et financées dans la périphérie des aires protégées dans une perspective de renforcement de l'efficacité des actions de conservation.

Distribution du matériel agricole aux populations de Zakouma

Des initiatives pilotes REDD+ mises en œuvre dans le TNS et TRIDOM

« Les résultats de ce travail contribuent à renseigner les politiques nationales et à inclure des options pour renforcer les cadres réglementaires existants en termes de respect des droits locaux et de protection des grands primates dans les concessions d'extraction. »

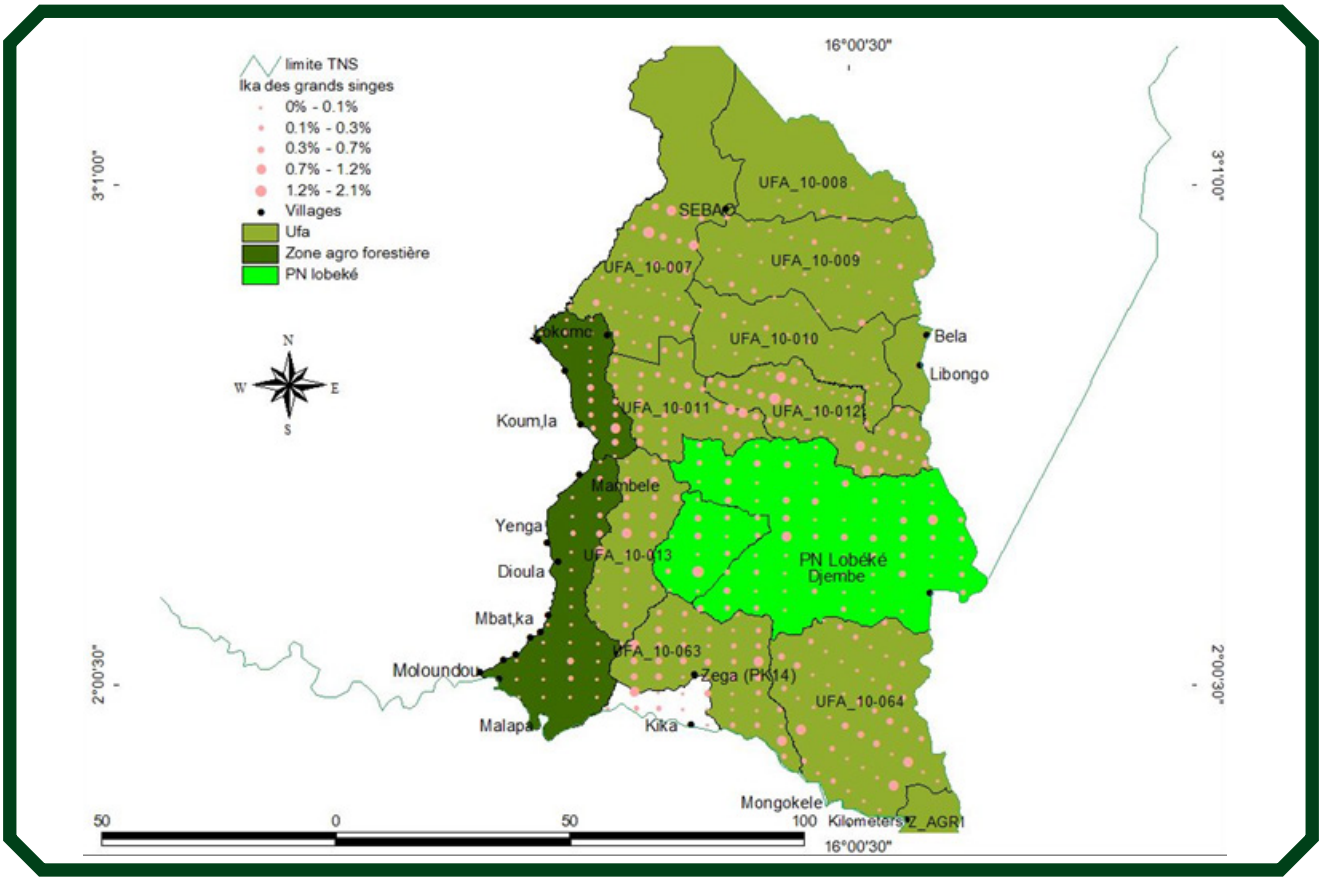
Evaluation de la sequestration du carbone dans les champs d'éxpérimentation d'agriculture durable à Djoum dans le TRIDOM

L'existence des aires protégées a très souvent suscité de nombreuses interrogations sur leur gestion, leur importance, leur apport dans l'économie nationale et pour le bien-être des populations riveraines. Pour apporter des réponses à ces interrogations, le Programme Cameroun de l'UICN a conduit diverses activités en 2016 dans les paysages Tri-Nationale Dja Odzala Minkébé (TNS) et Tri-Nationale Dja Odzala Minkébé (TRIDOM) ainsi que dans les sites d'intervention de ses projets.

Le professeur ZAPFACK appuie les équipes de terrain dans la mesure des stocks de carbone

Développement des projets pilotes REDD+ dans le TNS et le TRIDOM

Dans les paysages TNS et TRIDOM, le Programme Cameroun de l'UICN a engagé des activités de démonstration de l'amélioration des techniques de production agricole et de valorisation des jachères. Ces activités ont fait suite au besoin exprimé par les populations riveraines, de voir leurs capacités renforcées en techniques de production agricole durable et respectueuses de l'environnement. En effet, l'agriculture telle que pratiquée par les groupes rencontrés sur le terrain est une agriculture itinérante sur brûlis qui se fait au détriment de la forêt et constitue l'un des facteurs de déforestation et de dégradation des forêts les plus importants. En outre, cette pratique traditionnelle de l'agriculture



Carte de distribution des grands singes dans le TNS

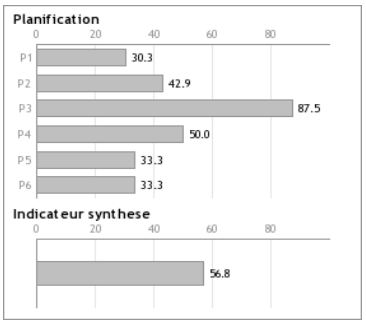
est caractérisée par une systématisation de la jachère et une destruction progressive de nouveaux espaces forestiers. Ainsi, avec la collaboration des acteurs locaux tels qu'INADES-Formation, ROSE, le SAILD et les populations locales, des jachères ont été valorisées, réduisant ainsi la déforestation occasionnée par la création des nouveaux champs. Cette valorisation a consisté en la mise en place des jachères améliorées avec les espèces ligneuses et l'introduction dans les espaces cultivés des arbres fruitiers locaux et d'autres PFNL dont les fruits alimentent un pan non négligeable de l'économie locale. Au total, 5 communautés du TNS et TRIDOM (environ 1000 personnes) ont bénéficié de formations et d'accompagnement en agriculture durable. De plus, 3 communautés Baka de la zone (environ 400 personnes) ont bénéficié de la formation en apiculture durable et des appuis dans la mise en place des ruches pour croitre leurs moyens de subsistance. Cette expérience a permis d'élaborer un modèle d'entreprenariat économique et de gestion de la foresterie communautaire qui améliorera l'économie d'environ 2500 personnes dans le TNS et TRIDOM.

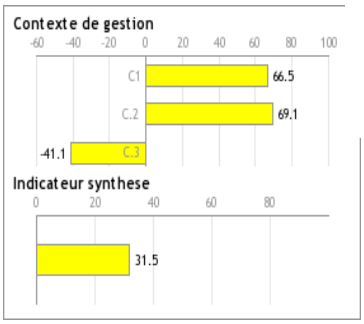
Ces initiatives faisaient suite aux activités pilotes de mise en place des champs agricoles expérimentaux avec des techniques agricoles modernes, peu émettrices de carbone et porteuses d'une plus grande valeur réalisées à Djoum au Cameroun (sur 10 champs pilotes), à Bomassa et Kabo au Congo (sur 9 champs pilotes), à Messapoula en RCA (sur 2 champs pilotes) et à la périphérie de Minkébé au Gabon (sur 10 champs pilotes).

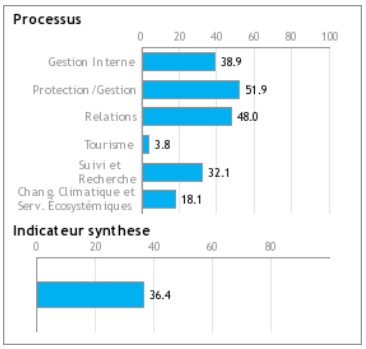
Mise en place d'une pépinière

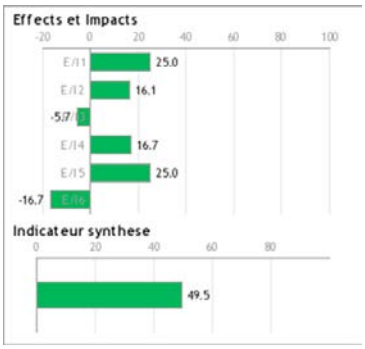
Don de plants pour la création d'une pépinière

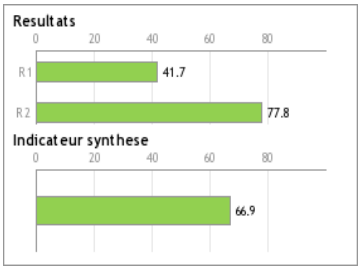
Au cours de cette année 2016, l'UICN a procédé également, avec l'aide des experts dont certains sont membres des commissions spécialisées, à l'évaluation de l'impact carbone de ces initiatives pilotes REDD+. Cette évaluation a été réalisée sur trois sites pilotes du Cameroun, du Congo et de la RCA avec une combinaison de méthode (quadrats de 25 m x 25 m ; inventaires, équation allométrique de Chave et al., 2014 ; etc.). Les résultats montrent qu'au Cameroun par exemple, la valeur moyenne des émissions évitées en respectant les techniques prescrites par le projet est estimée à 211,58±3,76 tC/ha, alors qu'elle est estimée à 57,09±4,01 tC/ha pour la RCA. Ces initiatives ont été mises en œuvre dans le cadre des projets ***«Towards ProPoor REDD+»*** financé par DANIDA et ***«Appui à la participation Multi acteurs au processus REDD+ au Congo, Cameroun, Gabon et R.C.A»*** financé par le Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo de la BAD.

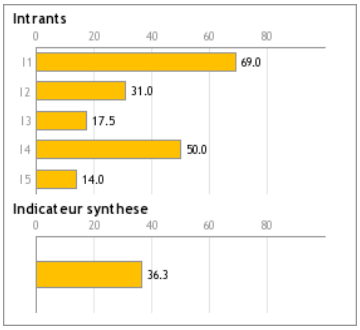


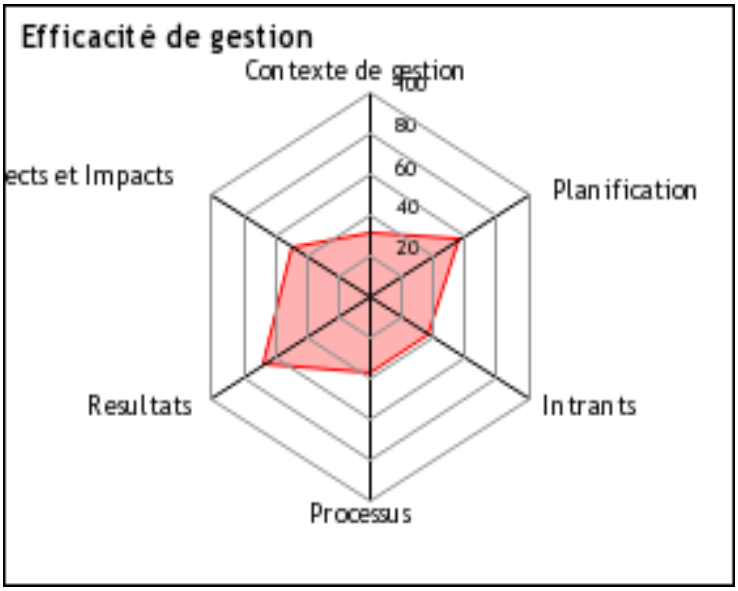












Ensemble des graphiques issus de l'outil IMET

Les premiers résultats d'un nouvel outil d'évaluation de l'efficacité de gestion des Aires Protégées

Plusieurs outils d'évaluation de l'efficacité de gestion des aires protégées ont été utilisés et testés au Cameroun et en Afrique Centrale avec plus ou moins de succès. Au rang de ces outils se trouve l'outil d'évaluation de l'efficacité de gestion des aires protégées dénommée IMET (Integrated Management and Effectiveness Tool), promue par le programme pour l'amélioration de la gestion de la biodiversité et des aires protégées (BIOPAMA en anglais, Biodiversity and Protected Areas Management). Dans le cadre du développement des capacités des gestionnaires et des décisionnaires des AP pour l'amélioration de la gestion et la gouvernance des AP le programme BIOPAMA a entrepris le renforcement des capacités de planification, de suivi et d'évaluation de la gestion de leurs AP à travers l'outil IMET. Ce développement des capacités concernait essentiellement les gestionnaires des Parcs Nationaux de la Bénoué, de Boumba-Djida, Mbam-et-Djerem, Campo Ma'an et Korup, ainsi que la Direction de la Faune et des aires protégées.

Impacts des industries extractives sur les grands singes

Grand singe dans son habitat naturel

Au cours de l'année 2016, les actions du Programme Cameroun se sont focalisées entre autre dans le Parc National de Lobéké au niveau du paysage Tri National de la Sangha (TNS) dans le cadre du Projet de ***« Promotion des Bénéfices Mutuels pour les Communautés Locales et la Conservation des Grands Singes Face aux Activités Extractives dans la Région de Lobéké »***. Ainsi, un état des lieux des entreprises extractives opérant dans cette zone et leurs impacts actuels ou potentiels sur la faune sauvage en général et les grands singes en particulier a été élaboré. Cet état des lieux se présente sous forme ***(i)*** d'un répertoire des compagnies extractives opérant dans la région de la Lobéké suivant la typologie de leurs activités (exploitation forestière, chasse sportive et exploitation minière) et ***(ii)*** d'un rapport d'évaluation sommaire des impacts des activités extractives sur la dynamique des populations de grands primates dans la région de Lobéké. Cet état des lieux insiste sur les incidences négatives potentielles des activités extractives et présente la tendance évolutive des populations de grands singes face à ces activités.

Le projet a également réalisé une cartographie des populations de grands singes et analysé les activités de chasse villageoise pour se rendre compte que les populations actuelles sont encore dans une situation de stabilité relative. Cependant, au regard du niveau des risques actuels et potentiels, il formule des recommandations spécifiques pour réduire l'impact de l'exploitation forestière et d'autres activités extractives sur ces espèces. L'accent est mis sur la protection des sites à haute valeur de conservation. Les mesures pour faire face au braconnage par les communautés attirées par les activités extractives (travailleurs, sous-traitants, riverains) sont également recommandées. Le projet formule enfin des recommandations relatives aux bonnes pratiques qui répondent aux divers problèmes juridiques et institutionnels auxquels sont confrontées les communautés locales et la conservation des grands singes.

Les résultats de ce travail contribuent à renseigner les politiques nationales et à inclure des options pour renforcer les cadres réglementaires existants en termes de respect des droits locaux et de protection des grands primates dans les concessions d'extraction. Étant donné l'importance des industries extractives pour le développement économique et la croissance durable régionale, et l'entrée en jeu de l'exploitation minière dans la zone, le projet a produit des informations qui ont permis d'influencer le code minier du Cameroun.

Enfin, le projet a formulé des propositions visant à promouvoir de meilleures pratiques dans le secteur en vue de soutenir les actions de conservation dans le contexte de la conservation des grands singes et de leurs habitats, qu'on trouve habituellement dans les forêts à haute valeur de conservation.

Des avancées sur le processus REDD+ au Cameroun et dans certains pays d'Afrique centrale

« Deux ans après la mise en place des initiatives pilotes REDD+ dans le TNS et TRIDOM, les résultats et réalisations sont visibles et appréciables dans l'ensemble des sites Cameroun, Congo, Gabon et RCA. »

Cartographie participative des terroirs villageois et des options d'amélioration des moyens de subsistence pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts

L'équipe de terrain reçoit les conseils du Professeur ZAPFACK Louis de l'Université de Yaoundé I

Au travers de ses projets ***« Towards ProPoor REDD+ »*** et ***« Appui à la participation multi-acteur au processus REDD+ »***, financés respectivement par la coopération danoise (DANIDA) et le Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo de la BAD, le Programme Cameroun de l'UICN a poursuivi en 2016 son appui aux acteurs de la lutte contre le changement climatique, notamment à travers le mécanisme REDD+.

Au Cameroun, des avancées significatives ont été obtenues dans le mécanisme REDD+. Parmi ces avancées, on note la finalisation et l'adoption de la note d'idée de projet pour la Réduction des Émissions des Gaz à effet de serre (ER-PIN) dans un site pilote du pays. Cet ER-PIN a été validé au niveau international par le Comité des participants de la Banque Mondiale ; ce qui ouvre la voie à des financements supplémentaires pour la mise en œuvre des activités REDD+ sur le terrain. Ceci a été possible entre autres grâce à l'appui de l'UICN par des actions de consultation des acteurs pour l'élaboration de cette note d'idée, mais également par l'assistance technique apportée pour la finalisation dudit document.

Le programme Cameroun de l'UICN a également été au centre des actions de sensibilisation, de structuration, de renforcement des capacités de la société civile et de plaidoyer dans le cadre du mécanisme REDD+ au Cameroun, Congo et RCA. Ces appuis se sont traduits de manière concrète par :

- la production et la diffusion de la note de position sur le document de programme de réduction des émissions au Congo ;
- la production d'un répertoire/ annuaire des acteurs de la REDD+ en vue de sa mise à disposition à la Coordination Nationale REDD+ et aux acteurs de la REDD+ ;
- un atelier de préparation des acteurs à la Cop22 en ce qui concerne particulièrement le Congo ;
- l'appui à la préparation d'une note de contribution de la société civile de la RCA sur le code foncier et le mécanisme de partage des bénéfices REDD+ ;
- la sensibilisation des jeunes scolarisés et non scolarisés de la ville de Somalomo (Cameroun) à l'occasion de la Journée Internationale de la Biodiversité, sur le processus REDD+ et changement climatique dans le cadre de l'appui à la plateforme nationale REDD+ et CC et
- la production et diffusion de nombreuses émissions portant sur le changement climatique et la REDD+ par les radios communautaires.

Deux ans après la mise en place des initiatives pilotes REDD+ dans le TNS et TRIDOM, les résultats et réalisations sont visibles et appréciables dans l'ensemble des sites Cameroun, Congo, Gabon et RCA. Ces activités qui portent sur la domestication des arbres et fruitiers et sur l'agroforesterie ont fait l'objet d'un suivi régulier au niveau des bénéficiaires afin d'apporter des mesures et améliorer les résultats et la production dans les sites pilotes retenues. En plus, elles ont été accompagnées par des formations des communautés en techniques de domestication des PFNL et autres arbres fruitiers (greffage, bouturage, marcottage, etc.).

La mise en œuvre des activités pilotes REDD+ a été une occasion aussi d'expérimenter et d'appliquer sur le terrain les approches « Pro-Poor » notamment celles basées sur les droits de l'homme sur l'atténuation du changement climatique. Les leçons apprises de cette expérience permettront de développer (1) un modèle économique d'exploitation et gestion durable des forêts et des terroirs villageois et d'un (1) modèle pour clarifier les droits d'accès des communautés locales et autochtones aux ressources naturelles dans les paysages concernés.

Ces leçons issues de la mise en œuvre des actions sur le terrain ont été partagées avec les acteurs de la REDD+ à tous les niveaux et ont été utilisées différemment dans les processus nationaux (principes REDD+ du Cameroun, approche multi-acteurs pendant le développement du ER-PIN et soutien à l'intégration des populations autochtones, femmes et communautés locales, prise en compte du genre dans le processus de développement du plan d'investissement forestier, intégration du groupe de travail national genre pour la REDD+ et les changements climatiques dans la dynamique nationale, etc.).

Consultation avec les communautés Baka de Yenga pour déterminer les options d'entreprises communautaires

Appui à la participation multi-acteur au processus REDD+, projet financé par le FFBC de la BAD

Résultats majeurs :

- 13 notes politiques, déclarations, notes de contribution, propositions d'amendements élaborés et soumises par les partenaires du projet pour influencer la prise en compte de la REDD+, des droits et intérêts des communautés locales et des groupes vulnérables dans les législations en cours d'élaboration et/ou de révision et dans les documents stratégiques de la REDD+ ;
- grâce aux actions de plaidoyer menées, avec les appuis du projet et des autres partenaires, la stratégie nationale REDD+ du Congo, le R-PP du Cameroun et de la RCA, le ER-PIN du Cameroun et du Congo, les lois adoptées en RCA et au Gabon, le plan de convergence révisé de la COMIFAC et autres documents stratégiques ont pris en compte les intérêts et droits des communautés locales et groupes vulnérables ;
- le projet a permis le renforcement de l'implication et la participation des femmes au processus REDD+. C'est ainsi qu'une stratégie d'implication des femmes au processus REDD+ a été élaborée pour le Cameroun, le Congo et la RCA. Au Cameroun, cette stratégie est utilisée par les acteurs de REDD+ comme un des documents de référence en matière REDD+. La mise en œuvre de cette stratégie a d'ailleurs commencé par la mise en place et l'opérationnalisation d'un groupe de travail genre, au sein de la plate-forme REDD+ et CC ;
- le projet a contribué à l'amélioration / élaboration de six législations et d'au moins deux politiques relatives à la gestion durable des ressources naturelles des pays concernées. Ces législations et politiques intègrent un certain nombre de droits et intérêts des communautés tributaires des forêts et des groupes vulnérables, ainsi que le mécanisme REDD+. Parmi ces législations et politiques, on peut citer : deux lois (sur la faune et sur les forêts) en RCA, des avant-projets de lois élaborés pour le Cameroun et le Congo, une stratégie nationale REDD+ au Congo et le draft de la stratégie nationale et le ER-PIN du Cameroun
- le projet a contribué en collaboration avec les partenaires et bailleurs à la structuration des plates-formes REDD+ et changement climatique et des réseaux qui y travaillent. Ainsi, la formation et la sensibilisation de leurs membres sur la REDD+ et ses enjeux, le soutien aux actions de plaidoyer ont été organisés à l'attention de ces plates-formes et réseaux, ainsi que la facilitation du dialogue entre la société civile et les institutions gouvernementales en charge de la REDD+. Aujourd'hui, les plates-formes REDD+ et CC sont opérationnelles et travaillent au quotidien aux côtés du gouvernement pour accompagner le processus REDD+ : elles sont impliquées dans presque toutes les étapes et actions menées en relation avec la REDD+ ;
- au moins 3 000 personnes ont été consultées sur la REDD+, plus de 5 millions de personnes ont été touchées par les actions de sensibilisation et de renforcement des capacités sur la REDD+ ;
- plus d'une douzaine d'actions de plaidoyer ont été réalisées avec les parties prenantes et partenaires du projet ;
- au moins 30 groupes cibles ont bénéficié des activités pilotes et des formations sur la REDD+ ;
- la contribution technique et financière au processus de révision du plan de convergence qui intègre les aspects REDD+ et aux réunions du groupe de travail climat de la COMIFAC qui a permis de préparer et défendre les positions communes des pays d'Afrique Centrale en relation avec le changement climatique.

Dialogue transfrontalier pour une gestion durable des ressources du Bassin du Lac Tchad

« La mise en œuvre de la stratégie APA au Cameroun nécessite une forte implication de tous les acteurs, particulièrement ceux à la base la Promotion du dialogue transfrontalier pour la gestion durable des ressources du Bassin du Lac Tchad »

Photo de famille du réseau des Ambassadeurs de l'Eau du Bassin du Lac Tchad (ORYX)

La participation des acteurs et la concertation font partie des fondamentaux de la gouvernance, et particulièrement dans la gestion des ressources en eau. Pour ce faire, il faut disposer des cadres qui favorisent cette mobilisation et participation.

Dans le bassin du Lac Tchad, il n'existait pas en tant que tel, des instances pour faciliter le dialogue et la concertation entre acteurs à différentes échelles. Pour répondre à ce besoin, le projet ***« Building River Dialogue and Governance in Africa (BRIDGE) »*** facilite depuis 2014 la mise en place des plates formes de concertations multi acteurs et le renforcement de leurs capacités. Aux actifs du projet, les réalisations suivantes ont été enregistrées :

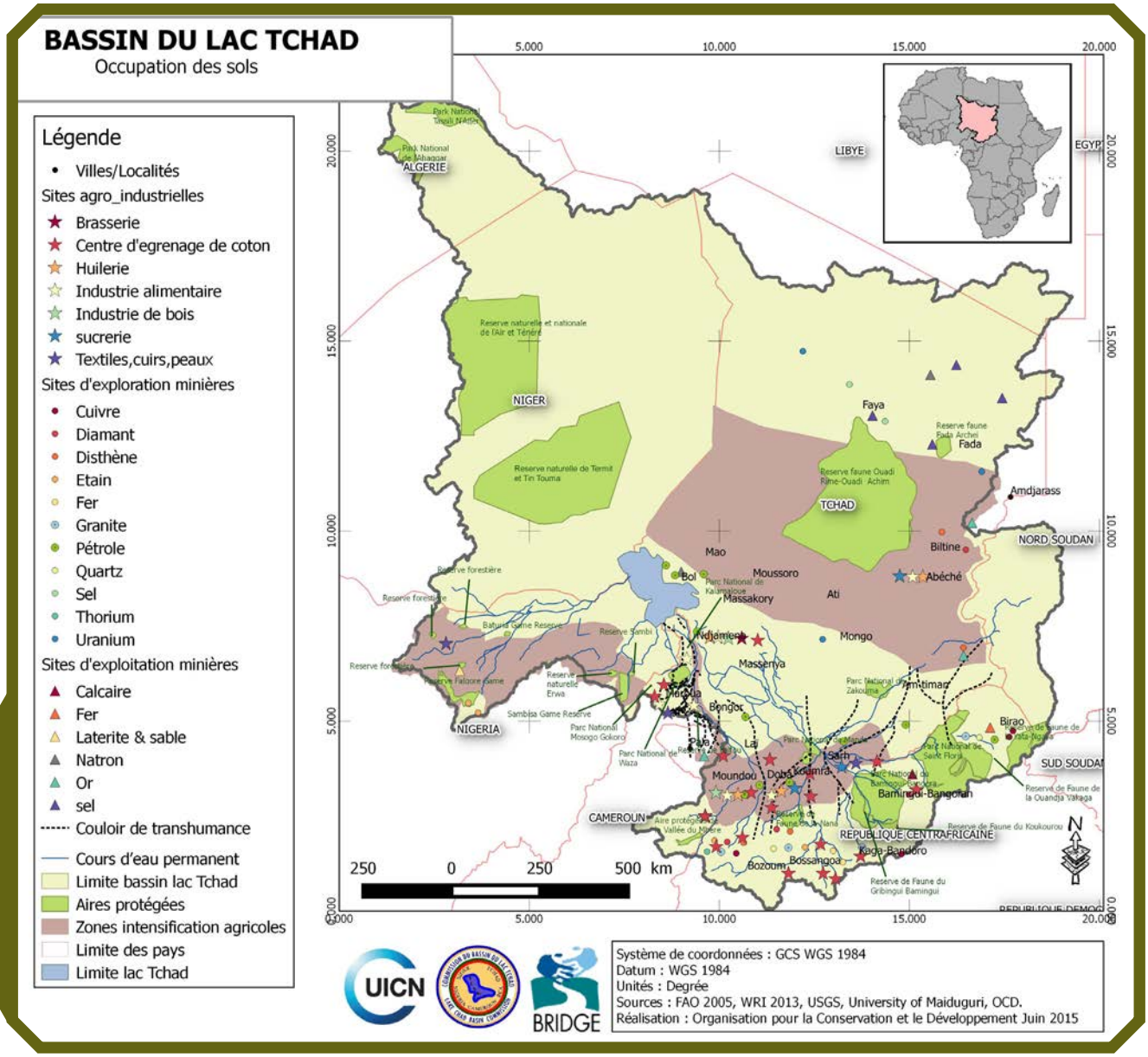
- Une mission de plaidoyer en appui à la CBLT auprès du Nigeria et au Cameroun pour la ratification de la Charte de l'Eau ;
- La ***Plate-forme des Acteurs de Conservation et de Développement de la Plaine d'Inondation du Logone (PLACODEPIL)*** au Cameroun mise en place ;
- La ***Plateforme des Acteurs de Gestion des Ressources Naturelles de la partie Tchadienne du Bassin du Lac Tchad (PAGRN-PTBLT)*** mise en place ;
- Une ***Plateforme Transfrontalière de gestion des ressources naturelles du sous bassin du Chari Logone (PTGRN-SBCL)*** mis en place ;
- Un réseau des Ambassadeurs/Champions de l'eau du BLT mis en place avec la facilité de l'UICN ;
- Trois (3) cartes thématiques (occupation des sols ; ressources biologiques et zones agro-sylvo-pastoral ; aménagements hydro-agricoles) du BLT, ainsi qu'une base de données des éléments développés dans les différentes thématiques et couches disponibles ;
- Une session (régionale) de formation et de partage d'information entre acteurs du BLT et de la MRU organisée, à Abidjan - avec environ 15 acteurs du BLT formés.
- Une session de formation des acteurs locaux du BLT organisée, à Douala – avec une quarantaine d'acteurs formés sur des thématiques en lien avec la gouvernance transfrontalières dont entre autres : la GIRE, la gestion des conflits, le partage des bénéfices, le droit international de l'eau, etc.
- Une session de formation des Champions (6) de l'eau, à Douala – sur la gouvernance de l'eau, le leadership et plaidoyer

En 2016, les actions de renforcement des capacités se sont poursuivies avec l'organisation d'une session de formation au mois d'août au profit d'une quarantaine d'acteurs du Bassin tous, issus des Plates formes nationales et transfrontalière, et une session spéciale du réseau des Ambassadeurs de l'Eau du Bassin du Lac Tchad (ORYX). La session spéciale du réseau ORYX a constitué une opportunité de faire le point et valider sa feuille de route pour 2017. C'est à cette occasion que les membres d'ORYX ont changé de dénomination. Le Réseau initialement connu sous l'appellation de Réseau des Champions de l'Eau du BLT est devenu Réseau des Ambassadeurs de l'Eau du Bassin du Lac Tchad. Ceci faisait suite à une recommandation de la CBLT pour éviter toute confusion avec le Champion du BLT en la personne du Président OBASANJO. La création du réseau cadre avec le besoin de développement du Leadership dans le bassin, qui fait partie des cinq stratégies de BRIDGE. Il

s'agit de favoriser l'émergence des Leaders pour faciliter la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau et une meilleure gouvernance de l'eau.

Le projet va s'atteler en 2017 à :

- appui à la plateforme transfrontalière à l'élaboration d'un outil de gestion des ressources en eau du sous bassin Chari Logone ;
- développement de support de connaissance (cartes thématiques sur le sous bassin Chari Logone) pour soutenir le dialogue à l'échelle locale ;
- développement de leadership et formation des acteurs du bassin en gouvernance transfrontalière, partage des bénéfices liés à l'eau et droit international de l'eau, à travers des sessions de formation.



Carte d'occupation des sols dans le bassin du lac Tchad

L'animal ORYX dans son environnement de vie naturel

Les Chefs Traditionnels s'impliquent pour la mise en œuvre de la stratégie sur l'Accès aux ressources biologiques/ génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (APA) du Cameroun

Le Cameroun a validé en juillet 2012 sa Stratégie APA, et s'est depuis lors employé à sa mise en œuvre. C'est ainsi que plusieurs projets ont vu le jour avec l'appui des Partenaires, pour accompagner le pays dans cette démarche. Ainsi plusieurs mémorandums d'entente ont été signés entre le MINEPDED et l'entreprise MAN en 2014 et en 2016 pour l'exploitation de l'Echiops giganteus et du Mondia Whitei à des fins de recherche. En 2015 et 2016, il y a eu négociation et signature du CCCA mais le CPCC tarde à être donné du fait de l'absence d'un cadre légal qui encadre cela.

La mise en œuvre de la stratégie APA au Cameroun nécessite la forte implication de tous les acteurs, particulièrement ceux à la base. C'est ainsi que le Réseau des Chefs Traditionnels pour la gestion durable de la biodiversité et des écosystèmes des forêts (ReCTrad) a organisé avec l'appui des partenaires dont l'UICN, un atelier national APA de renforcement des capacités des chefs traditionnels et des peuples autochtones sur les connaissances traditionnelles, l'utilisation coutumière durable et les dispositions connexes dans le cadre de la CBD. Cet atelier avait pour objectif de développer les capacités pour un engagement des Chefs Traditionnels, des communautés locales et des populations autochtones ainsi que d'autres acteurs au niveau national pour la mise en œuvre effective de la stratégie nationale APA du Cameroun, et de tous les instruments internationaux y relatifs.

Ainsi, une quarantaine d'acteurs (chefs traditionnels, société civile, Mbororos, peuples autochtones de la forêt Baka et Bagyeli) ont bénéficié de cette session de renforcement des capacités sur l'APA et ont formulé des recommandations à la suite, dont les principales sont :

- la restitution des enseignements tirés au niveau des communautés ;
- l'identification et la sensibilisation des acteurs clés et parties prenantes du processus ;
- la préparation des communautés au processus APA ;
- le développement des Protocoles Bio culturels Communautaires (cartographie des ressources locales et des zones d'usages, etc.).

Pour une bonne implémentation des actions, une plate-forme a été mise sur pied afin de garantir une bonne coordination des actions à travers des démembrements locaux. Initiative fortement encouragée par le ministère de l'Environnement du Cameroun. Sous le Haut patronage du MINEPDED, l'UICN en partenariat avec le Secrétariat CDB, du Centre pour l'Environnement et le Développement (CED), du Réseau des Chefs Traditionnels pour la gestion durable de la biodiversité et des écosystèmes des forêts (ReCTrad), et du projet APA COMIFAC- GIZ a accompagné techniquement et financièrement cette activité.

À titre de rappel, le processus APA fait partie du troisième objectif de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), ratifiée en 1994 par le Cameroun. A termes, il peut permettre aux communautés locales de bénéficier d'un meilleur cadre de vie à travers une bonne gestion de leurs ressources naturelles et connaissances traditionnelles.

L'animal ORYX dans son environnement de vie naturel

Radio environnement et le RERAC s'investissent pour la sensibilisation et le renforcement des capacités sur la criminalité faunique et le changement climatique

« Environ 10 millions de personnes touchées par les messages sur la protection de l'environnement et diffusés à travers le Réseau des radios communautaires en Afrique Centrale (RERAC). »

Vue sur le plateau de Radio environnement

Au cours de l'année 2016, Radio Environnement a assuré l'information, la communication et la sensibilisation des acteurs et communautés sur la nécessité d'une participation de tous à la protection de l'environnement. Ainsi, environ 10 millions de personnes touchées par les messages sur la protection de l'environnement qui sont diffusés à travers le Réseau des radios communautaires en Afrique Centrale (RERAC). Le plaidoyer de Radio Environnement et du RERAC, au courant de l'année 2016, a été accentué sur deux grandes problématiques qui affectent la sous-région Afrique Centrale à savoir : les conséquences de la criminalité faunique et du changement climatique. Radio Environnement et le RERAC se sont employés à éveiller la sensibilité des populations locales sur ces deux problématiques pour susciter leur engagement et pleine participation dans le combat contre ces fléaux.

D'autre part, les efforts fournis dans le volet information, communication et sensibilisation ont consisté à faire entendre la voix des populations locales pour la prise en compte de leurs avis et intérêts sur ces deux problématiques majeures, et à plaider en faveur d'une allocation des moyens plus importants pour un combat plus efficace contre ces deux menaces. Pour le cas spécifique de la lutte contre la criminalité faunique, Radio Environnement et le RERAC ont notamment commis une note de position à l'issue d'une session de renforcement des capacités des radios communautaires dans la ville de Mbalmayo en août 2016.

Pour accompagner toutes actions de LAB et de gestion transfrontalière, l'UICN devait mener une vaste campagne de sensibilisation, qui rentrait dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de communication transfrontalière. A cet effet, le Réseau a produit et diffuse régulièrement des émissions radiophoniques dans la région du Mayo Kebbi et ses environs portant sur la protection des ressources naturelles. Les messages sont transmis sous forme des magazines radiophoniques, d'émissions interactives et tables rondes sur des thèmes phares comme la lutte contre les feux de brousse, la lutte contre le braconnage ; l'importance des aires protégées ; les lois en vigueur en matière de LAB.

En chiffres, les actions d'information, de communication et de sensibilisation s'illustrent comme suit :

- **80 hommes et femmes** des médias ont bénéficié de quatre sessions de formation sur la lutte anti-braconnage, le changement climatique et la REDD+, ainsi que les normes applicables aux industries extractives.
- **05 grandes campagnes de sensibilisation** sur la protection des grands singes, la lutte anti-braconnage, le changement climatiques et la REDD+ ont été menées au Cameroun, en République Centrafricaine, au Congo et au Tchad.
- **environ 120 programmes radiophoniques de sensibilisation** constitués de microprogrammes, de messages, de sketches ont été produits, traduits en plusieurs langues locales et diffusés à l'intention des populations locales à travers le Réseau des Radios Communautaires et Locales pour la Bonne Gouvernance, le Conservation et la Gestion Durable des Ressources Naturelles (RERAC).

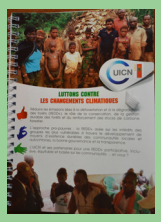
Les équipes de Radio Environnement en plein interview lors de la cérémonie d'incéneration des pointes d'ivoire à Yaoundé au Cameroun

SUPPORTS DE COMMUNICATION PRODUITS PAR LE PC EN 2016

- **03 magazines trimestriels** d'information sur les activités du Programme Cameroun ;
- **Une affiche de sensibilisation** sur la préservation des grands singes dans le contexte de l'exploitation forestière et minière produite en 500 exemplaires;
- **Une affiche de sensibilisation** sur la REDD+ intitulée *«Outil de développement durable et pilier de l'économie verte»*, produite en 500 exemplaires ;
- **Une affiche de sensibilisation** sur la REDD+ intitulée *« Options d'amélioration des moyens de subsistance pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts dans la TNS et le TRIDOM»*, produite en 1000 exemplaires ;
- **Des bloc-notes de sensibilisation** ssur la REDD+ et sur la gouvernance transfrontalière produits ;
- **Un article** publié dans le magazine régional Afrique Environnement Plus sur la participation du Programme Cameroun de l'UICN à la CoP 21 ;
- **Des émissions radiophoniques de sensibilisation** sur la REDD+ produites et diffusées par Radio Environnement et les radions du ReRAC.

DOCUMENTS PRODUITS

- Stratégie d'implication des populations autochtones dans le processus REDD+
- Stratégie d'implication des femmes dans le processus REDD+ ;
- Rapport national d'analyse des politiques et des outils de gouvernance en matière de gestion des ressources forestières dans la perspective REDD+ ;
- Rapport sur la gouvernance foncière dans la perspective de REDD+ au Congo ;
- Rapport sur les mecanismes de partage des benefices existants en vue d'evaluer les gaps dans la perspective des mecanismes REDD+ au Congo
- Guide régional sur la circuation de l'informarion sur la REDD+ à tous les niveaux ;
- Rapport sur l'étude sur l'analyse des facteurs de déforestation et de dégradation des forêts dans les paysages du TNS et TRIDOM.



LES MEMBRES AUX COTES DU BUREAU CAMEROUN DE L'UICN

Au cours de l'année 2016, nous avons travaillé avec nos membres afin d'optimiser la réussite de la mise en œuvre de nos projets. Ainsi, nous avons compté à nos côtés le Ministère de l'Environnement, de la protection de la nature et du développement durable du Cameroun, avec qui nous avons travaillé dans le cadre des consultations des parties prenantes pour l'élaboration de la note d'idée pour la réduction de la déforestation et la dégradation des forêts (ER-PIN). Nous avons également travaillé avec :

- l'organisation non gouvernementale CEW dans le cadre du projet *« Appui à la gestion durable et à la valorisation du massif forestier de Ngog-Mapubi/Dibang »* qui vise à fournir un appui technique aux collectivités territoriales (Dibang et Ngog-Mapubi) et aux communautés villageoises dans la gestion de leur massif forestier.
- l'organisation non gouvernementale CAFER dans le cadre du projet *« d'amélioration des moyens de subsistance des populations Pygmées Bedzang de la plaine Tikar »* qui a abouti à la cession de 248 hectares aux populations de la Plaine de Tikar,
- l'organisation non gouvernementale CARFAD dans la conduite du projet *« Accompagnement de la fédération des forêts communautaires de la Kadey dans le processus d'obtention des certificats de légalité et de commercialisation du bois »* et
- les membres du comité national UICN Cameroun ont bénéficié de l'appui de l'UICN pour sa participation au Congrès mondial de la Nature qui s'est tenu à Hawaï du 01 au 10 octobre 2016.

Au cours de l'année 2016, nos membres ont fait montre de triomphe, notamment l'organisation non gouvernementale ***FODER qui a reçu un prix pour son initiative Mapping For Right lors de la 22ème Conférence des Parties (CoP 22) à Marrakech au Maroc***.

L'ancien Chef de Programme de FODER reçevant le prix pour l'initiative primée

QUELQUES DATES

Baguage de deux éléphants à Séna Oura au Tchad, février 2016

L'opération a consisté à placer un collier autour du cou de deux éléphants par une combinaison d'actions terrestres et aériennes. Les colliers apposés sur les deux animaux émettent des signaux captés par des satellites. Cette technique rend possible le suivi des mouvements, la collecte des données sur des couloirs de migration de ces pachydermes afin de mieux les protéger dans leur espace biologique. De plus, l'opération menée renforcera la surveillance du Parc National de Sena Oura et la lutte contre le braconnage de ses éléphants.

Table ronde de vulgarisation du Plan de convergence révisé de la COMIFAC, 6 mai 2016

Le Programme Cameroun de l'UICN a été aux côtés de la COMIFAC lors de la présentation de son Plan de convergence révisé autour d'une table ronde qui a compté plus de 150 participants. Organisée avec l'appui de l'UICN, le Fonds Mondial pour la Nature (WWF) et la GIZ. Elle avait pour objectif principal d'informer les parties prenantes sur les orientations stratégiques et opérationnelles du Plan de Convergence 2 en vue d'assurer la réussite de sa mise en œuvre au Cameroun. Autour de la table étaient monsieur Martin TADOUM, ancien Secrétaire Exécutif adjoint de la COMIFAC, madame Victoire EHETH, Coordonnatrice nationale COMIFAC, madame Blandine OUOGUIA, représentante du secteur privé (GFBC) et l'Honorable Gervais BANGAOUI, représentant la société civile (CEFDHAC).

L'UICN aux côtés du MINEPDED pour la célébration de la Journée Mondiale de la Biodiversité le 22 mai 2016

Elle a été célébrée au Cameroun avec pour sous-thème « ***Biodiversité et Ecotourisme*** » et pour cadre la Reserve de Faune du Dja (RFD). Sous la présidence du Délégué Régional du MINEPDED de l'Est. Deux articulations majeures ont ponctué la célébration de la journée autour de la Reserve de Faune du Dja : une rencontre avec le peuple Baka du village Malelé à 04 km de Somalomo et une rencontre avec les jeunes scolarisés et non scolarisés de la ville de Somalomo.

Du 11 au 12 juillet 2016

La ville de Douala au Cameroun a abrité l'atelier de partage d'expérience l'évaluation de l'impact carbone des activités pilotes REDD+ dans les parcelles pilotes agro-forestières du TNS et TRIDOM et les stratégies de communication sur la REDD+. L'atelier a connu la participation d'une quinzaine de participants issus du Cameroun, Gabon, Congo et RCA, ainsi que les experts en communication. Deux objectifs principaux justifiaient la tenue de cette rencontre à savoir ***(1)*** le partage des expériences sur l'évaluation de l'impact carbone des activités pilotes REDD+ et ***(2)*** le partage des expériences sur les processus d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies et actions de communication. L'atelier s'est déroulé en deux sessions phares : une Session communication au cours de laquelle un guide simplifié de circulation d'information et d'élaboration des stratégies de communication sur la REDD+ a été proposé aux participants et une Session évaluation et impact des stocks de carbone durant laquelle les résultats de l'étude sur l'évaluation de l'impact carbone des activités REDD+, un récapitulatif des étapes essentielles pour l'évaluation de l'impact carbone des activités agro-forestières. L'atelier a été organisé dans le cadre du projet ***« Appui à la Participation Multi-acteurs au Processus REDD au Cameroun, au Congo, au Gabon et en RCA »*** mis en œuvre par l'UICN sous financement du Fonds Forestier pour le Bassin du Congo (FFBC).

Atelier régional du RERAC du 25 au 26 septembre 2016

Une trentaine de journalistes et animateurs des radios membres du Réseau des Radios Communautaires d'Afrique Centrale (ReRAC), ont participé à une formation régionale sur la Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+) et la criminalité faunique. Organisé avec l'appui financier de l'UICN et du Fonds Forestier du Bassin du Congo (FFBC) à Mbalmayo au Cameroun. L'atelier avait pour objectif d'informer et de sensibiliser les participants sur les fléaux que sont le changement climatique et la criminalité faunique, leurs causes et conséquences

et surtout le rôle que les médias sont appelés à jouer pour contribuer à la lutte contre les deux fléaux. Au cours de l'atelier, le RERAC a marqué son engagement au travers d'une note de position sur la LAB et d'une feuille de route contenant des actions de sensibilisation des communautés par voie radiophonique sur le changement climatique, la REDD+, la criminalité faunique et d'autres thématiques prioritaires dans la sous-région Afrique Centrale.

Congrès mondial de la Nature, Hawaï du 01 au 10 octobre 2016

« La planète à la croisée des chemins » : était le thème de la sixième édition du Congrès mondial de la Nature auquel a pris part le Programme Cameroun de l'UICN à Hawaï du 01 au 10 septembre 2016. En rejoignant la communauté mondiale pour réfléchir sur la préoccupation qu'évoque le thème du congrès, l'équipe du Programme Cameroun avait pour but de partager ses expériences dans le sens d'apporter *« une solution sur le choc actuel entre les besoins humains immédiats et leurs impacts à long terme sur la capacité de la planète à soutenir la vie »*. Le Programme Cameroun a contribué aux réflexions sur les thématiques environnementales phares à savoir entre autres : *« la lutte contre la criminalité faunique au cœur des débats »*, *« la prise en compte des groupes vulnérables au processus REDD+ », « un appel vivant des leaders africains à l'UICN et à la communauté internationale »* et *« reconnaître et atténuer les impacts des industries extractives sur les grands singes : un défi collectif »*.

PERSPECTIVES

Conformément au nouveau plan stratégique 2017-2020 adopté cette année, l'année 2017 et les années à venir vont se focaliser sur les domaines d'intervention suivants : Conservation et valorisation de la biodiversité et des espèces phares ; changement climatique et REDD+ ; politique et gouvernance ; aménagement intégré et durable des paysages et des écosystèmes ; communication et information.

En ce qui concerne la conservation et la valorisation de la biodiversité, le travail va se focaliser sur le renforcement des capacités des acteurs en matière de lutte contre le braconnage, le plaidoyer pour la lutte contre la criminalité faunique et l'amélioration des moyens d'existence des populations riveraines des aires protégées, notamment dans les écosystèmes de savanes nord et les écosystèmes de forêts denses et humides. Au niveau du changement climatique et de la REDD+, la finalisation du modèle de gestion communautaire des terroirs villageois dans une perspective REDD+, mais aussi la sensibilisation et l'information des acteurs sur les enjeux de la REDD+ et changements climatiques.

Il sera également question de renforcer le partenariat avec les institutions gouvernementales et les organisations de la société civile pour faire avancer le processus REDD+, de soutenir les processus participatifs liés à ce mécanisme, et expérimenter la REDD+ sur le terrain à travers les activités pilotes. Les autres priorités concernent notamment la capitalisation, valorisation et dissémination des acquis et leçons apprises des projets antérieurs, le renforcement de la visibilité de l'UICN et de ses membres et partenaires et enfin la mise en route du partenariat avec le Fonds Vert Climat pour la finalisation du projet portant sur sécurisation du domaine forestier permanent.

.

Nous rêvons d'un environnement où les espèces protégées tels que les éléphants vivent sans menaces

PARTENARIATS TECHNIQUES ET FINANCIERS

En 2016, le Programme Cameron de l'UICN a travaillé étroitement avec les institutions nationales (Ministère de l'Environnement de la Protection de la Nature et du Développement Durable, Ministère des Forêts et la Faune, ONG nationales et membres), les institutions sous régionales (CEEAC, COMIFAC, RAPAC), les partenaires techniques et financiers (Banque Mondiale, Fondation ARCUS, DANIDA, BAD, UE).

Un monde juste, qui valorise et conserve la nature

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE

PROGRAMME CAMEROUN
BP : 5506 Yaoundé - Bastos
Tél : (237) 222 21 64 96
Fax : (237) 222 21 64 97
E-mail : cameroun@iucn.org
Site web : https://www.iucn.org/fr/regions/afrique-centrale-et-occidentale